

# Jeffrey Sachs : l'Allemagne entraîne l'Europe vers la Troisième Guerre mondiale

Le Professeur Jeffrey Sachs évoque sa lettre ouverte au Chancelier Friedrich Merz, ENREGISTRÉE LE 31 MAI 2026. Jeffrey Sachs : Une lettre ouverte au Chancelier Friedrich Merz : <https://www.jeffsachs.org/newspaper-articles/sj32jtl6876pd8aaeb23y7pzbbyrrp> Chaîne YouTube de Jeffrey Sachs : <https://www.youtube.com/@JeffreyDSachsOfficial> Suivez le Professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : [https://x.com/Glenn\\_Diesen](https://x.com/Glenn_Diesen) Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du Professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : [buymeacoffee.com/gdiesen](http://buymeacoffee.com/gdiesen) Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

## #Glenn

Bienvenue à nouveau dans l'émission. Aujourd'hui, nous recevons une fois de plus le professeur Jeffrey Sachs pour parler d'une lettre ouverte adressée au chancelier allemand, Friedrich Merz. Vous aviez écrit une première lettre il y a six mois, dans laquelle vous appeliez le chancelier à renouer avec la diplomatie, ou du moins à la relancer, après presque quatre ans de contacts très limités avec la Russie. Et maintenant, vous avez publié une nouvelle lettre ouverte au chancelier allemand, qui a été reprise par les médias en Allemagne. J'aimerais d'abord vous demander pourquoi vous avez ressenti le besoin d'écrire une deuxième lettre. Qu'est-ce qui, selon vous, a changé dans cette guerre par procuration en Ukraine ?

## #Jeffrey

Eh bien, pour faire simple, la situation est pire aujourd'hui qu'il y a six mois. C'est pour ça que j'ai écrit cette lettre. La première fois que j'ai publié une lettre ouverte, c'était en décembre deux mille vingt-cinq, et la situation était déjà très sombre. Il y avait un climat de bellicisme, une escalade des tensions, et j'avais écrit que l'Allemagne avait une responsabilité particulière dans ce contexte, en tant que pays le plus puissant d'Europe, le plus peuplé, et aussi un pays qui porte de lourdes responsabilités historiques face aux problèmes que nous affrontons aujourd'hui. Et puis, en janvier deux mille vingt-six, à peine quelques semaines après la publication de cette lettre, j'ai vu poindre quelques signes d'espoir. Le chancelier Merz a prononcé plusieurs discours où il a, de manière assez surprenante, déclaré ouvertement que la Russie faisait partie de l'Europe, que nous allions devoir vivre avec la Russie après cette guerre, et qu'il fallait parler avec la Russie.

Lui, le président Macron et quelques autres dirigeants européens ont commencé, dès le mois de janvier, à donner leur avis sur la nécessité d'une nouvelle forme de diplomatie. Et l'Europe, d'une

manière assez maladroite, s'est mise publiquement à chercher qui pourrait jouer le rôle d'envoyé diplomatique. D'ailleurs, c'est à la fois triste et étrange que la personne désignée pour ce poste, Kaja Kallas, soit jugée inapte par les deux camps, parce qu'elle est ouvertement russophobe. Et chaque jour, elle tient des propos de haine, des déclarations anti-russes, ce qui rend en réalité impossible pour elle d'exercer sa fonction, celle de principale diplomate de l'Europe.

Eh bien, depuis janvier, et malgré cette situation assez étrange, on a vu toutes sortes d'opinions publiques sur la personne qui pourrait servir d'émissaire. Est-ce que ce serait l'ancienne chancelière Merkel ? L'ancien président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi ? Ou encore l'ancien chancelier Schröder ? Franchement, c'est un processus assez bizarre, je dois le dire. Rien n'en est sorti, mais ce qui s'est passé ces dernières semaines, et surtout ces deux dernières, de façon vraiment frappante, c'est une montée de la rhétorique, et puis l'attaque ukrainienne contre l'école de filles de Starobilsk, avec de nombreuses jeunes victimes. Et l'Europe, non seulement ne s'est pas excusée ni n'a expliqué pourquoi un missile est parti dans la mauvaise direction, mais elle est restée dans le déni, ou dans le silence, face à cet événement terrible.

En réponse, la Russie a déclaré, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, lors d'un appel avec le secrétaire d'État américain Antony Blinken, qu'elle allait attaquer la capitale, Kyiv. Elle prévoit de frapper les centres de commandement et les zones de contrôle des opérations dans la capitale, à Kyiv. Le ministre Lavrov a conseillé aux diplomates occidentaux de faire attention, de rester prudents et de quitter les lieux. Cette attaque n'a pas encore eu lieu, malgré les avertissements, mais je pense qu'on peut s'attendre à ce qu'elle se produise. Ce sont donc des jours très inquiétants, et la réaction en Europe a été marquée par une rhétorique de plus en plus dure, sans excuses pour les désastres qui se sont clairement produits.

Il y a beaucoup d'événements mystérieux impliquant des drones dans l'espace aérien balte, et un drone qui s'est écrasé en Roumanie, près de la frontière avec l'Ukraine. Ces incidents sont contestés, inexplicables, mais ils alimentent les tensions et donnent un sentiment d'escalade. La rhétorique venant des États baltes, qui évoquent peut-être d'attaquer Kaliningrad ou de se préparer à servir de base pour des opérations de drones vers le nord-ouest de la Russie, est tout simplement choquante. Ce n'est pas du tout le genre de comportement dont on a besoin à l'ère nucléaire. Tout cela est incroyablement irresponsable, incroyablement négligent envers ta vie, la mienne, et celle de tous les autres sur cette planète. C'est vraiment sidérant. J'en attribue la responsabilité principale à l'Europe. Elle n'a montré ni le moindre intérêt, ni la moindre capacité à s'engager dans une quelconque diplomatie, sauf pour se plaindre quand les États-Unis et la Russie se parlent.

Pourquoi n'y sommes-nous pas ? Comme si une union de quatre cent cinquante millions de personnes n'était pas capable de s'organiser pour trouver quelqu'un qui puisse parler à un interlocuteur en Russie. Alors, Glenn, j'ai écrit cette lettre parce que la situation est alarmante aujourd'hui. Pas parce que j'ai un espoir particulier que ce que je dis sera pris en compte, mais parce que la situation est vraiment alarmante. Et pour bien souligner le sens de cette lettre, ce que je veux dire, c'est non seulement que la diplomatie est la bonne voie, mais aussi que l'Allemagne a une

responsabilité particulière. Et avant que certains ne tirent des conclusions hâtives, je parle de la responsabilité à partir de mille neuf cent quatre-vingt-dix. Je veux être clair là-dessus. Je parle des événements précis qui se déroulent en Ukraine.

Et je le sais de première main, et de bien d'autres façons encore : l'Allemagne a triché sur la réunification allemande, d'une manière fondamentale. Parce que les conditions de la réunification, en mille neuf cent quatre-vingt-dix, qui nécessitaient l'accord de l'Union soviétique et des autres puissances occupantes de l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale, prévoyaient que l'Allemagne, et plus largement l'Occident, ne profiteraient pas de cette réunification pour déplacer leurs forces militaires vers l'est, en Europe centrale et orientale. Et encore moins vers l'Ukraine ou le Caucase du Sud, la Géorgie — un autre objectif de cette alliance absolument irresponsable qu'est l'OTAN. Et ils ont triché. L'Allemagne a donc une responsabilité, puisque des engagements solennels ont été pris en sa faveur. Des promesses faites en février mille neuf cent quatre-vingt-dix, dans le contexte de la réunification allemande, pour clore la Seconde Guerre mondiale — croyez-le ou non, car il n'y avait pas eu de traité depuis mille neuf cent quarante-cinq, jusqu'à l'accord dit « deux plus quatre » en mille neuf cent quatre-vingt-dix. Ces promesses disaient clairement que l'Allemagne ne profiterait pas de la réunification pour déplacer ses forces militaires, ni celles de l'OTAN, vers l'est.

Et l'Allemagne, comme les États-Unis, ont triché. Et pour moi, c'est la raison profonde pour laquelle les tensions ont augmenté pendant plus de trente ans. On les a vues se développer, on a vu cette duplicité se répéter. J'ai d'ailleurs cité six épisodes, dans cette lettre, où l'Allemagne n'a pas agi de manière honnête, dans un contexte géopolitique qui était absolument éprouvant. Donc, ce n'est pas seulement une question de responsabilité historique générale. Ce n'est pas seulement parce que l'Allemagne est un grand pays, puissant, le plus grand et le plus puissant d'Europe.

L'Allemagne a tiré des avantages vis-à-vis de la Russie, à partir de mille neuf cent quatre-vingt-dix, avec la réunification fondée sur la neutralité des pays de l'Est, et sur la promesse de ne pas étendre l'OTAN. Et ensuite, à plusieurs reprises, l'Allemagne a violé non seulement cette promesse, mais aussi beaucoup d'autres engagements précis qu'elle avait pris. En tant que chancelier de l'Allemagne, Merz a donc la responsabilité de connaître ces faits et d'agir en conséquence, avant que l'Europe ne se retrouve entraînée dans une nouvelle guerre. Et tout ce battage en Europe, cette attitude triomphante sur la prétendue vertu de l'Europe et la supposée méchanceté de la Russie, cette narration à sens unique qui ne s'arrête jamais — nous serions purs, ils seraient mauvais, et tout ce qu'ils font serait sans provocation — tout cela est profondément trompeur.

C'est exactement ce qui va nous mener à une catastrophe totale. Et l'Europe devrait commencer, avant tout, par présenter des excuses ou au moins exprimer ses condoléances pour l'attaque contre Starobilsk, et chercher à comprendre ce qui s'est passé. C'est la première chose. Quand on tue de jeunes filles, que ce soit les États-Unis qui le fassent brutalement à cause de cette histoire insensée d'intelligence artificielle, en visant des sites en Iran qui ont tué plus de cent soixante écolières, ou que

ce soit ce qui se serait passé à Lougansk, dans l'école de filles de Starobilsk... Nous avons besoin de civilité, d'honnêteté, d'humanité, de décence, de dialogue — pas de nouveaux appels à la guerre ni de discours de haine.

## **#Glenn**

Je ne me contente pas de blâmer l'OTAN, mais je reconnais aussi qu'elle a un rôle essentiel à jouer pour résoudre cette situation. Parce que, là où nous en sommes, j'admets que la Russie perçoit une menace existentielle, ou du moins qu'elle la ressent ainsi, avec l'avancée de l'OTAN en Ukraine. Mais je reconnais aussi qu'à cause de l'invasion russe, les Ukrainiens eux aussi font face à une menace existentielle. Je comprends donc pourquoi les deux camps sont prêts à se battre jusqu'au bout, et à supporter des coûts humains et matériels terribles. Mais ceux qui peuvent vraiment résoudre ce conflit, ce sont les pays de l'OTAN, parce que c'est nous qui avons déclenché cette compétition sécuritaire. Si on remonte à deux mille quatorze, quand nous avons renversé le gouvernement en Ukraine, seule une minorité d'Ukrainiens voulait rejoindre l'OTAN. Et surtout, nous savions que cela risquait de provoquer une guerre. C'est bien documenté, aussi bien chez les Européens que chez les Américains. Et malgré tout, nous avons décidé d'aller de l'avant. C'est ça, au fond, ce qui m'inquiète : le fait qu'on continue à avancer dans cette direction. Oui.

## **#Jeffrey**

Nous savons, et c'est vraiment intéressant, presque ironique, surtout après ce que l'ancienne chancelière Merkel vient encore de dire ces derniers jours, à quel point nous étions conscients des provocations que l'OTAN menait. Parce que tout cela remonte à deux mille quatorze, quand les États-Unis ont clairement donné un coup de pouce en faveur d'un coup d'État qui a transformé l'Ukraine, passant d'un pays neutre à un pays très nettement tourné vers l'expansion de l'OTAN. Mais avant ce coup d'État, six ans plus tôt, il y a eu l'événement décisif qui a en fait déclenché ce qui s'est passé en deux mille quatorze. C'était l'engagement pris par l'OTAN d'élargir son alliance à l'Ukraine et à la Géorgie, lors du sommet de l'OTAN à Bucarest en deux mille huit. Et à ce sommet, George W. Bush fils poussait fortement dans ce sens, surtout sous l'influence de son entourage néoconservateur, mené par son vice-président, Dick Cheney, pour que l'OTAN s'élargisse.

Et les Européens savaient alors à quel point c'était dangereux et imprudent. En fait, un dirigeant européen m'a dit aujourd'hui — je ne citerai pas son nom pour ne pas l'embarrasser — que les responsables européens avaient reçu la promesse, juste avant le sommet de Bucarest, que les États-Unis ne feraient pas ce genre de coup, qu'ils ne chercheraient pas à imposer un élargissement de l'OTAN à l'Ukraine. Mais une fois arrivés au sommet de Bucarest, les États-Unis étaient là, mobilisés à fond. George Bush a déclaré : « Nous nous engageons. » Et la chancelière Merkel a écrit en détail à ce sujet. Elle explique qu'elle savait que s'engager sur un calendrier d'élargissement de l'OTAN à l'Ukraine revenait, aux yeux de la Russie, à une déclaration de guerre. Et elle a refusé cet engagement dès le premier jour du sommet.

Mais ensuite, les Américains ont fini par l'épuiser. Et le deuxième jour, même si le sommet de l'OTAN n'a pas fixé de calendrier précis, un soi-disant MAP, qui devait justement définir ce calendrier, l'Alliance s'est engagée, sans la moindre ambiguïté, à son élargissement. Elle a écrit dans ses mémoires qu'elle savait qu'un tel engagement était imprudent. Ce que je trouve ironique, c'est que, tout récemment, elle a déclaré espérer que la guerre en Ukraine s'arrête d'ici dix ans. Dix ans ? Sommes-nous à ce point incapables, en tant qu'êtres humains, d'accepter l'idée d'encore dix années de guerre ? Pourquoi pas dix jours, ou dix heures ? En comprenant toutes les erreurs qui ont été commises, on devrait être capables de trouver une formule pour y mettre fin. Et cette formule doit reposer, d'ailleurs, sur ce qui était, est, et reste le cœur même de cette guerre : la neutralité de l'Ukraine.

L'Occident doit comprendre ça — c'est absolument essentiel — sinon, on aura une guerre. Oui, une guerre en Europe, je veux dire. D'ailleurs, je crois qu'on en a déjà parlé, mais j'aimerais qu'on en discute dans ce contexte, parce que la soif de guerre, l'irrationalité, le danger, l'imprudence, la superficialité et l'immaturité de ceux qui nous dirigent, c'est vraiment frappant. En décembre deux mille vingt et un, quand le président Poutine, dans une dernière tentative pour pousser la nouvelle administration Biden à reconnaître l'engagement pris trente ans plus tôt de ne pas élargir l'OTAN, et pour arrêter cette guerre qui durait déjà depuis sept ans en Ukraine, a essayé de convaincre les États-Unis de déclarer que l'OTAN ne s'élargirait pas.

Et le président Poutine a mis sur la table, à la mi-décembre, un projet d'accord de sécurité entre la Russie et les États-Unis. Je crois que c'était le dix-sept décembre, si je me souviens bien, en deux mille vingt et un. Et même s'il y avait des éléments que, selon moi, l'OTAN n'aurait jamais acceptés, ni les États-Unis d'ailleurs, notamment sur le retrait de certaines installations existantes, ce qui m'a vraiment frappé comme essentiel et juste, c'est que les États-Unis, à ce moment-là, auraient dû dire : oui, l'OTAN ne va pas s'étendre davantage vers l'Ukraine, et encore moins vers la région du Caucase du Sud, qui, soit dit en passant, reste toujours un terrain d'action pour la CIA et les États-Unis.

Pendant qu'on parle en ce moment même, ils jouent encore à des jeux en Arménie. Ils jouent à des jeux dans le Caucase du Sud. Mais bon, je ne vais pas m'éloigner du sujet. J'ai appelé la Maison-Blanche, j'ai parlé au conseiller à la sécurité nationale, Jake Sullivan, et j'ai eu la conversation la plus surréaliste qu'on puisse imaginer. Je crois qu'on en a peut-être déjà parlé, mais on a discuté pendant une heure. En détail. Et je lui ai dit : « Jake, accepte l'accord. Dis que l'OTAN ne va pas s'élargir. C'est une très mauvaise idée. Ce n'est pas dans l'intérêt de l'Amérique. Ce n'est pas dans l'intérêt de l'Ukraine. Accepte l'accord. » Et il m'a répondu : « Jeff, l'OTAN ne va pas s'élargir à l'Ukraine. »

J'ai dit : « Jake, quoi ? L'OTAN ne va pas s'élargir ? » J'ai dit : « Très bien, dis-le alors. » Il m'a répondu : « Non, non, on ne peut pas le dire. C'est notre politique de la porte ouverte. » Je lui ai dit : « Jake, tu vas avoir une guerre à cause de quelque chose qui n'arrivera pas ? » Il m'a dit : « Jeff, Jeff, il n'y aura pas de guerre. On va gérer ça diplomatiquement. Ne t'inquiète pas, il n'y aura pas de guerre. » Alors, que peut-on en penser, presque cinq ans plus tard ? D'abord, l'incompétence est

sidérante. L'audace est sidérante. La naïveté est sidérante. C'est vraiment pénible d'avoir des conversations comme celle-là. Pas un mot n'avait de sens. Et pourtant, je crois que c'était bien la politique américaine : l'OTAN ne va pas s'élargir, mais on ne va pas le dire, et on ne va pas avoir de guerre. Comme toujours, chaque prémisse de ce raisonnement était absurde, et elle a été rapidement démentie.

Et nous voilà, avec une guerre qui continue. Elle dure, en réalité, depuis deux mille quatorze, soyons clairs. Mais cette escalade, elle, date de février deux mille vingt-deux. Donc, plus de quatre ans déjà. Et maintenant, on entend la chancelière Merkel — que j'ai toujours beaucoup appréciée, je dois le dire — dire qu'elle espère que ça ne durera pas encore dix ans. Mais enfin, qu'est-ce que c'est que ça ? Est-ce qu'il y a quelque chose de si profondément ancré dans la mentalité européenne pour que la guerre soit devenue aussi normale ? C'est incroyable. L'Europe est en guerre, en fait, depuis toujours. Depuis, quoi, l'an trois cents après Jésus-Christ ? Depuis que les tribus germaniques ont commencé à envahir l'Empire romain. Et depuis quatre cent soixante-seize, quand l'Europe de l'Ouest s'est morcelée avec la fin de l'Empire romain. Elle n'a jamais vraiment connu la paix, pas comme elle le devrait. Il y a eu des périodes meilleures, bien sûr. Mais quelle mentalité faut-il avoir pour dire, au lieu de s'exclamer "mon Dieu, ça pourrait encore durer dix semaines, c'est terrible, il faut agir", simplement "espérons que ça ne dure pas dix ans" ?

J'espère que ça ne va pas encore durer dix ans. Peut-être que je comprends mal la citation. J'ai essayé d'en saisir le sens exact. Mais quoi qu'il en soit, c'était une vision plutôt plaintive... complaisante ? Non, pas complaisante, mais plaintive. L'idée que, bon, on est coincés par ces forces d'opposition et que c'est juste une longue et pénible épreuve. Eh bien, essayez plutôt de vous asseoir diplomatiquement. Comprenez toutes les mensonges qui ont été racontés. Et pour rappeler certains des autres points que j'ai mentionnés et qui sont pertinents : dans le contexte du coup d'État sur la place Maïdan, le vingt et un février deux mille quatorze, le ministre allemand des Affaires étrangères, avec ses homologues français et polonais, ont négocié avec le président Ianoukovitch qu'il n'y aurait pas de coup d'État, que le président Ianoukovitch resterait au pouvoir dans le cadre constitutionnel, et qu'il y aurait des élections à la fin de l'année deux mille quatorze. Le lendemain, un coup d'État violent a eu lieu.

On pourrait penser que les États-Unis, l'Allemagne, la Pologne et la France diraient : non, nous n'acceptons pas un coup d'État violent. L'Ukraine est une démocratie constitutionnelle, et le président Ianoukovitch reste le président légitime. Mais bien sûr, ils n'ont pas dit ça. Les États-Unis se frottaient les mains : « On les a eus. Maintenant, on va pousser pour l'élargissement de l'OTAN. » Tout de suite après, le régime issu du coup d'État a déclaré : eh bien, peut-être que la Russie ne devrait plus rester à Sébastopol et en Crimée. Peut-être qu'il est temps de mettre fin à ce bail pour leur base navale, et ainsi de suite. On voyait le scénario se dérouler sous nos yeux. Et qu'a fait l'Allemagne dans ce contexte ? Rien, à part suivre le mouvement. C'était donc une autre tricherie. Et

puis, un an plus tard, en février deux mille quinze, alors que la guerre avait déjà commencé, que des gens mouraient dans le Donbass, la chancelière Merkel et le président Hollande ont personnellement négocié un accord pour mettre fin à la guerre, appelé l'accord de Minsk II.

Et c'était fondé sur une idée d'autonomie pour la population russe ethnique de l'est de l'Ukraine. Et je sais aussi, de façon intéressante, que la chancelière Merkel voyait cela comme une assez bonne alternative, parce qu'elle connaissait l'exemple de l'enclave allemande du Tyrol du Sud, dans le nord de l'Italie. C'est un autre cas, en Europe, d'une région autonome, en paix, mais à qui on a accordé l'autonomie parce qu'elle est ethniquement distincte, tout en faisant partie de l'Italie. L'Italie avait pris ce territoire à la fin de la Première Guerre mondiale, une zone germanophone près de Bolzano, ou autour de Bolzano. Et aujourd'hui, ils ont leur autonomie, et tout fonctionne bien. Donc, la chancelière Merkel disait : voilà comment mettre fin à la crise du Donbass— accorder l'autonomie. L'Allemagne a mené la négociation. Elle s'est présentée comme garante, avec la France, dans ce qu'on a appelé le processus de Normandie.

Et l'Allemagne a renié son rôle de garant. Je sais que les États-Unis n'ont pas apprécié ça. L'Ukraine doit être un État unitaire. Nous ne voulons pas de cette autonomie. Il ne faut pas affaiblir l'Ukraine. En d'autres termes, ne mettez pas en œuvre ce que vous venez de signer et ce que le Conseil de sécurité de l'ONU vient d'approuver à l'unanimité. Parce que l'accord de Minsk deux n'était pas seulement un accord interne à l'Ukraine, c'était aussi un accord entériné par le Conseil de sécurité, puis complètement ignoré. Des années plus tard, la chancelière Merkel a dit : « Oui, en fait, on ne s'attendait pas vraiment à ce que ça fonctionne. C'était pour donner du temps à l'Ukraine de renforcer ses capacités. » Pour ma part, je ne crois pas que c'était vraiment sa motivation en février deux mille quinze. Je pense plutôt que c'est une sorte de justification a posteriori, un peu étrange, des événements.

Mais quoi qu'il en soit, il y a eu de la duplicité, au final. Tout ça, Glenn, c'est pour dire que je ne sais pas si le chancelier Merz est au courant de tout ça. Je ne sais pas s'il fait ses devoirs. Je ne sais pas s'il connaît vraiment l'histoire. Mais il est le chancelier de l'Allemagne, et il a une responsabilité envers nous tous, en fait, celle de se comporter comme un chancelier allemand responsable. Et ça veut dire connaître ces événements, comprendre qu'il n'y a pas de pureté du côté européen, qu'il y a beaucoup à dire si on veut une vraie sécurité mutuelle en Europe. Et en tant que chancelier, il a la responsabilité de ne pas être un va-t-en-guerre. Il a la responsabilité de décrocher son téléphone, ou d'ouvrir son Zoom, et de se connecter avec son homologue, le président Poutine.

## **#Glenn**

Ce qui m'a vraiment choqué, c'est le manque total de diplomatie. Comme vous l'avez dit, les Allemands étaient garants du gouvernement d'unité en deux mille quatorze, puis ils sont revenus sur leur engagement. L'accord de paix de Minsk a été saboté pendant sept ans. Et puis, lors de l'élection de deux mille dix-neuf, les Ukrainiens ont enfin pu voter pour une plateforme sans guerre, pour se réconcilier avec le Donbass et avec la Russie. Mais, en réalité, notre gouvernement, avec environ

cinq cents ONG, a tout fait pour que cela n'aboutisse pas. Quand Zelensky a finalement fait marche arrière — avec, bien sûr, le soutien de nos alliés — on a financé et formé des forces d'extrême droite, puis on a ignoré toutes les occasions de trouver une issue en deux mille vingt et un. Ensuite, on a saboté les négociations de paix d'Istanbul, et, évidemment, on a boycotté la diplomatie pendant quatre ans.

Je veux dire, c'est vraiment quelque chose d'unique, cette absence totale de volonté de trouver une solution. C'est délibéré. Je veux dire... encore une fois, tu dis que tu as récemment parlé à un dirigeant européen, et que tu échanges souvent avec eux. Je suis simplement curieux de savoir ce qu'ils pensent vraiment. Parce que je sais, de façon certaine, qu'il y a eu un changement à Moscou. Cette escalade progressive, depuis quatre ans, a franchi une ligne. Les Européens parlent maintenant ouvertement de guerre avec la Russie. Leur objectif, c'est de détruire son énergie, de frapper des installations militaires au cœur même du pays, et de soutenir tout cela en produisant massivement des armes. Ils déclarent clairement leurs intentions, développent leurs capacités, utilisent leur territoire pour mener des attaques. J'en ai parlé avec Mearsheimer, un ami commun, et il faisait remarquer que ce n'est plus une guerre par procuration.

Nous sommes maintenant en guerre. Nous avons attaqué la Russie, et les Russes le savent. Donc je sais qu'ils vont... qu'ils vont changer complètement leur posture. Attaquer Kiev de manière très brutale, c'est une option, mais je ne pense plus qu'on ait le luxe de simplement mettre les Ukrainiens devant nous et de les laisser mourir à notre place. Parce que je pense qu'ils vont aussi, de plus en plus, peut-être, chercher à dissuader les Européens plus directement. Donc c'est... enfin bref. Quand on regarde le chemin qu'on a suivi depuis des années, c'est difficile d'ignorer qu'on se dirige vers une guerre, et qu'on ne fait toujours pas de diplomatie. Douze ans de ce genre d'absurdité, à saboter chaque voie diplomatique, et on continue encore, même maintenant qu'on risque d'affronter la plus grande puissance nucléaire du monde. C'est complètement insensé.

## **#Jeffrey**

Oui, et on se demande comment c'est possible, dans un monde où la communication est ouverte, où nous pouvons discuter librement, ou encore — heureusement — où je peux publier une lettre ouverte dans un grand média allemand, le Berliner Zeitung. Mais ce que je peux vous dire, ce que nous savons, c'est que nos gouvernements sont déjà retranchés dans leur bunker. Ils ne parlent plus au public. Ils ne participent à aucune discussion comme celle que nous avons en ce moment. Ils ne répondent pas. Bien sûr, le chancelier Scholz ne va pas me répondre — cela va de soi. Mais plus largement, ils se sont simplement enfermés et agissent sans rendre de comptes. C'est difficile à imaginer, parce que nous avons toutes les apparences de la démocratie. Nous avons les apparences de la responsabilité. Mais je le sais, parce que je le vis chaque jour. Et vous aussi, vous le constatez.

Il n'y a tout simplement plus de réponse. Quand j'appelle un haut responsable de la Commission européenne, je n'obtiens rien. Pas de rappel, pas de message. Ils savent très bien qui je suis. Cela fait quarante ans que je traite avec la Commission européenne, d'une manière ou d'une autre. J'ai

eu des relations personnelles avec beaucoup de ces gens. Et maintenant, ils ne parlent plus. Les dirigeants que je connais ne parlent plus non plus. Ils se sont repliés sur eux-mêmes. Ils ne peuvent pas défendre leur position. Ils ne peuvent pas la justifier. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est diffuser leur propagande dans un seul sens, traiter les autres de tous les noms qu'ils veulent, ou imposer des sanctions, ou faire ce qu'ils font parfois contre certaines personnes. Mais ce que nous n'avons plus, même dans nos propres pays aujourd'hui, c'est une discussion ouverte.

Et ça, je pense que ce n'est pas... enfin, c'est simplement une explication de la façon dont on avance, jour après jour, avec des mensonges qui flottent dans l'air, sans jamais être résolus, parce qu'on ne cherche pas à les résoudre. Il n'y a pas de regard indépendant, pas de commissions, pas de réponses, pas de comptes rendus au parlement. Aucune enquête sur rien. C'est une situation vraiment, vraiment dangereuse, parce que les mécanismes normaux de recherche de la vérité, d'analyse, ou ce pour quoi les diplomates sont justement essentiels — comprendre comment pense l'autre camp et l'expliquer clairement — tout cela ne fonctionne plus. Et s'il y a quelque chose de problématique dans la façon dont l'autre camp pense, en discuter ensemble, au moins pour clarifier les choses. Rien de tout ça ne se passe aujourd'hui. Alors, j'étais à... enfin, c'est une anecdote, ça remonte à plusieurs années, mais pour moi, c'est exactement ce qu'on voit à chaque instant.

J'ai été invité par les ministres des Affaires étrangères du G7 à leur parler. Enfin, plus précisément, j'ai été invité par le pays hôte à ce moment-là, l'Indonésie, à m'adresser aux ministres des Affaires étrangères du G20. Et c'était après l'invasion. Ils refusaient de parler avec le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov. Donc voilà, on a des ministres des Affaires étrangères — c'est leur métier, c'est pour ça qu'ils sont là — et ils ne voulaient même pas lui adresser la parole. C'est ça, l'idée : on n'entre plus dans une vraie communication, encore moins dans la diplomatie ou la négociation. Honnêtement, je ne comprends pas très bien quelles sont les motivations derrière tout ça. Les gens donnent différentes explications. On peut dire, de manière générale, que les opinions publiques sont dégoûtées par cette situation. La popularité de Merkel s'est pratiquement effondrée. Celle de Macron aussi, elle est en chute libre.

La popularité de Starmer est en train de s'effondrer complètement. Ce n'est pas comme si ces gens exprimaient la volonté de leurs citoyens — c'est exactement le contraire. Et donc, forcément, ça soulève toutes sortes de questions. Certains disent : « Oui, mais Merz, lui, c'est BlackRock. » Je ne sais pas si c'est vraiment ça l'explication. D'autres disent : « C'est l'industrie militaire allemande. » Qui sait ? Franchement, ça me paraît douteux. Ces explications sont tellement simplistes. Mais, pour être honnête, je n'en ai pas de meilleure, parce que le changement de comportement est devenu complètement étrange à ce stade — tellement contre-productif et tellement dangereux. Et il faut continuer à marteler le message essentiel aux Européens : vous aviez dit que vous alliez parler, que vous alliez trouver un intermédiaire. Bon sang, il y a quatre cent cinquante millions de personnes dans l'Union européenne : trouvez quelqu'un et commencez.

**#Glenn**

C'est incroyable. Encore une fois, on a des diplomates qui ne croient pas en la diplomatie, des dirigeants qui ignorent leurs intérêts nationaux les plus fondamentaux et qui semblent même mépriser leur propre population, et des journalistes qui pensent que leur rôle, c'est de défendre des récits. Je pense qu'à la fin, comme vous l'avez dit, on risque aussi une crise de légitimité, parce qu'ils ne font tout simplement pas leur travail. Enfin bref, j'espère qu'on aura l'occasion de parler de développements plus positifs à l'avenir. Mais... merci beaucoup, j'ai vraiment apprécié votre lettre ouverte, je mettrai un lien dans la description, et j'encourage tout le monde à la lire. Merci encore.

**#Jeffrey**

Merci beaucoup, Glenn. À très bientôt.